

Ébauche V.2

RÉUNION DU CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP)

Le 28 février 2019

Ottawa, Ontario

COMPTE RENDU DE DÉCISION

Présents

COPRÉSIDENTS DU CDPISP

Imraan Bashir (au nom d'Alex Benay,
séance du matin)

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

Marc Brouillard (au nom d'Alex Benay,
séance de l'après-midi)

Harry Turnbull (au nom de
Sandra Cascadden)

Association des systèmes d'information municipale (ASIM) Est (ville de Windsor)

MEMBRES DU CDPISP

Mark Brisson

Alberta

CJ Ritchie

Colombie-Britannique

Dan Kerr

Manitoba

Robert Loughlin

Nouveau-Brunswick

Robert Devries

(au nom de Gerry Fairweather)

Tracy Wood

Ontario (au nom de Rocco Passei)

Bonnie Schmidt

Île-du-Prince-Édouard

Sean McLeish

Saskatchewan

Kathryn Bulko

Yukon

Rob Entwistle

ASIM Canada (ville de Toronto)

ASIM Ouest (ville de Kelowna)

OBSERVATEURS et COPRÉSIDENTS DES SOUS-COMITÉS

Cherie Freeman

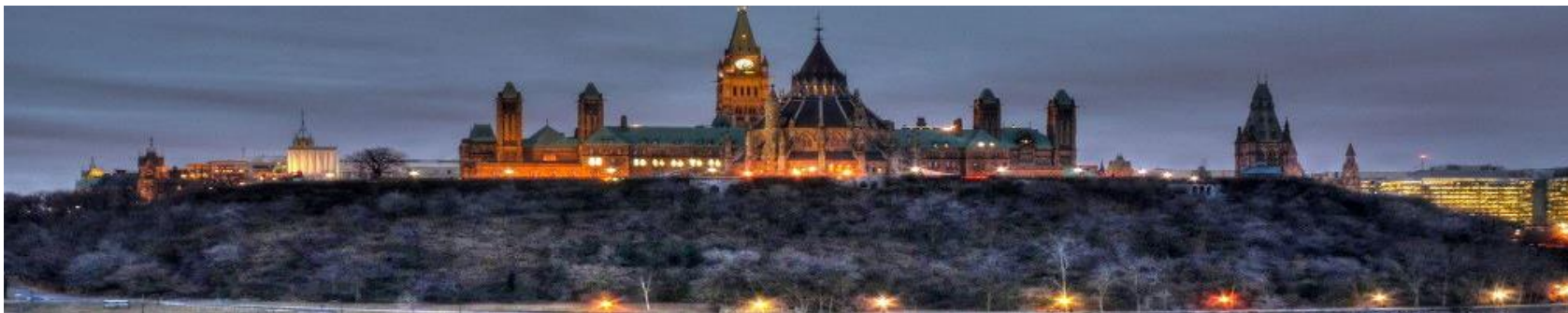
Alberta

John Brennan

Île-du-Prince-Édouard

Stuart Hendrie

ASIM (région de Niagara)



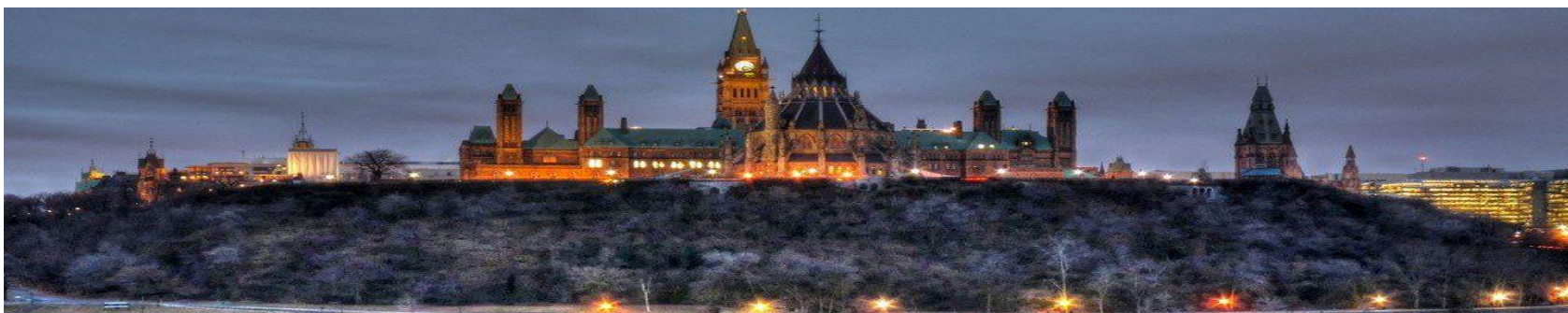
Pat Breton
Peter Watkins
Alexandre Bourque

Services partagés Canada
Colombie-Britannique
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

INSTITUT DES SERVICES AXÉS SUR LES CITOYENS

Maria Luisa Willan
Linda Robins

Poi nt	Sujet ou discussion	Décision ou suivi
1.	<p>Affaires administratives</p> <p>A) Approbation du compte rendu de décision de la réunion en personne du 27 septembre 2018, Toronto, Ontario (ONGLET 1A).</p> <p>Proposée par : Kathryn Bulko Appuyée par : CJ Ritchie Tous les membres sont en faveur de la motion.</p> <p>B) Approbation de l'ordre du jour du 28 février du CDPISP à Ottawa (ONGLET 1B)</p> <p>L'ordre du jour de la réunion est approuvé.</p> <p>Proposée par : Bonnie Schmidt Appuyée par : Tracy Wood Tous les membres sont en faveur de la motion.</p> <p>C) Rapport du trésorier du CDPISP</p> <p>Rapport financier du CDPISP (ONGLET 1Ci)</p>	<p><u>Mesure de suivi n° 1</u></p> <p>Questions financières du CDPISP : Les membres ont convenu d'une discussion à la réunion de septembre 2019, qui comprendrait ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. une explication de la formule du financement actuel du CDPISP; 2. les services en nature fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) qui pourraient devoir être revus, y compris le soutien en nature de l'Ontario qui a été retiré il y a quelques années.



	<p>Harry Turnbull, trésorier, signale que la situation financière du CDPISP est bonne. Il rappelle aux membres que les cotisations annuelles par les administrations sont versées directement dans le compte bancaire du CDPISP. L'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC) est payé à même le compte du CDPISP pour ses services de soutien.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Estimation des demandes de financement des groupes de travail pour l'exercice financier de 2019-2020 (ONGLET 1Cii) <p>Les demandes de financement des groupes de travail n'ont pas fait l'objet d'une discussion, mais la discussion aura lieu au fur et à mesure que les demandes officielles de financement seront présentées et nécessiteront l'approbation des membres.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cotisations des membres du CDPISP pour l'exercice financier de 2019-2020 (ONGLET 1Ciii) <p>Les cotisations des membres du CDPISP ont été fournies à titre d'information.</p> <p>D) Appel pour nommer un trésorier du CDPISP (ONGLET 1D)</p> <p>Harry Turnbull discute de l'appel pour nommer un trésorier du CDPISP. Il souligne que les finances sont prises en charge par l'ISAC et qu'il y a peu d'efforts déployés à cet égard. Il n'y avait aucun bénévole à la réunion.</p>	<p>Mesure de suivi n° 2</p> <p>Les membres du CDPISP doivent tenir compte de l'appel pour nommer un trésorier. L'ISAC enverra un rappel quant à l'appel pour ce poste.</p>
2.	<p>MICROSOFT (ONGLET 2)</p> <p><i>Veuillez prendre note qu'en raison de la nature délicate de ce point, un aperçu de la séance et des mesures de suivi découlant de la discussion est inclus dans le compte rendu de décision.</i></p> <p>Discussion stratégique avec John Weigelt, agent national de la technologie, Microsoft Canada.</p> <p>John Weigelt présente quelques commentaires préliminaires pour établir le contexte de Microsoft Canada, sa philosophie, le marché et les points de contrôle décisionnels dans cet environnement. Il présente également un bref historique de sa carrière. Il avait travaillé au Secrétariat du Conseil du Trésor du gouvernement du Canada pendant un certain nombre d'années, puis il s'était joint à Microsoft il y a 15 ans à titre de dirigeant principal de la technologie. Il fait remarquer que Microsoft tente d'embrasser la mission de donner aux personnes et aux organisations les moyens d'en faire plus.</p> <p>La séance a été structurée en trois points de discussion principaux.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Orientation stratégique 	<p>Mesures de suivi n° 3</p> <p>John Weigelt se penchera sur les questions suivantes et communiquera avec les membres :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Délivrance de licences – plus de clarté en ce qui concerne les négociations, la transparence, les contrats de grande et de petite taille, les contrats équitables. b) Soutien unifié.



<p>2. Orientation des entreprises et des produits 3. Collaboration</p> <p>Harry Turnbull remercie John Weigelt de sa participation et déclare que l'objectif principal de la discussion est que les membres aient l'occasion de poser des questions sur l'orientation stratégique, l'orientation de l'entreprise et du produit de Microsoft et une occasion de forger un partenariat stratégique entre Microsoft et le CDPISP en tant que table des services fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux (FPTM). Harry indique qu'il n'y a qu'un seul contribuable et que, souvent, les administrations sont traitées différemment et que les membres aimeraient une discussion ouverte sur le partage des mécanismes et l'acquisition de produits et de licences.</p> <p><u>Orientation stratégique</u></p> <p>John Weigelt explique que Microsoft a pivoté au cours des dernières années afin que les administrations ne soient pas perturbées. Microsoft est devenue une entreprise de premier plan pour le nuage, ce qui lui permet d'être souple et d'offrir des produits à grande échelle. Cela a permis à l'entreprise d'être plus axée sur le client.</p> <p><u>Commentaires généraux des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • On mentionne que, même s'il est reconnu que Microsoft a dû pivoter à de nombreuses reprises pour éviter les perturbations, le défi est le passage au nuage et les licences sont plus difficiles à négocier. Les gouvernements ont des budgets limités. Les administrations ont moins la capacité de négocier. • Il peut être difficile d'obtenir de l'aide pour investir dans des accords d'entreprise, et nous devons d'abord obtenir de l'aide pour les produits existants. John Weigelt suggère de tenir des conversations avec des cadres supérieurs de Microsoft au sujet du soutien. On mentionne que les membres ont eu ces conversations avec des cadres supérieurs de Microsoft, mais la réponse a été de mettre à niveau le nuage. • Il faut envisager de nous inclure (clients) en cours de route; faire passer l'accent des discussions régionales à des discussions plus vastes. • On découvre les changements au moyen des communiqués de presse plutôt que par des représentants de compte. • Les gens veulent être sur un pied d'égalité, alors que nous passons à la vision UnGC à l'interne. Comment pouvons-nous offrir le même niveau de service à tout le monde? <p><u>Commentaires liés à l'Orientation des entreprises et des produits</u></p> <p>John Weigelt indique que son entreprise est devenue une entreprise de l'informatique en nuage d'abord et qu'elle s'est retirée de l'environnement de Windows seulement. L'entreprise est passée à un monde d'interface de protocole</p>	<p>c) Défis liés à la budgétisation (différences de budgets entre les ordres de gouvernements).</p> <p>d) Localisation linguistique</p> <p>e) Problèmes liés à la bureaucratie entourant les services (aller-retour).</p> <p>f) La façon d'accéder aux ingénieurs de Microsoft.</p> <p>g) Possibilité d'améliorer la communication avec les dirigeants principaux de l'information (DPI) partout au pays et de façon continue (au moyen de la table du CDPISP?).</p>
---	--



d'application. Elle investit dans l'intelligence artificielle (IA) comme le montre le site de l'IA de Microsoft. On pense que l'informatique quantique sera bientôt disponible et pourra être utilisée dans le nuage. On construit les outils pour la prochaine génération.

Commentaires généraux des membres :

- On demande à savoir si Microsoft va dans cette direction, l'entreprise « nous » laissera-t-elle derrière? Nous faisons appel à Microsoft pour nous aider à vous faire avancer. Le gouvernement a un certain nombre de legs et nous avons l'obligation envers ces unités de continuer à travailler. Nous cherchons à obtenir des discussions axées davantage sur la coopération, comme les changements et la façon dont Microsoft peut nous aider à nous rendre à cette étape.
- En fonction de la taille, Microsoft a transféré l'Île-du-Prince-Édouard à un compte de petite entreprise, mais la province veut un modèle de prix, car elle est tenue d'offrir des services semblables à ceux des autres provinces. De plus, nous avons besoin de transparence dans les contrats.
- Services partagés peut-il conclure un seul contrat dont nous pouvons tous tirer parti, afin que les provinces ne soient pas traitées différemment?
- Que peut-on faire au sujet des services linguistiques au Nouveau-Brunswick?
- Microsoft a-t-elle des modalités uniformes en matière de résidence des données?
- Comment pouvons-nous travailler avec Microsoft pour améliorer les partenariats?
- Le Nouveau-Brunswick a adopté Microsoft Office 365, mais la province est obligée d'envisager des dispositifs de sécurité améliorés.

Collaboration

Commentaires généraux des membres :

- Microsoft doit garder à l'esprit l'accessibilité et l'aide nécessaire pour accéder aux produits.
- Les formulaires de Microsoft doivent être construits correctement et le soutien doit être disponible. On a demandé à l'équipe responsable des comptes de modifier les formulaires et elle en attribue toujours la responsabilité au ministère. Nous devons aussi avoir un meilleur accès aux ingénieurs lorsque nous avons des problèmes.
- La clause de confidentialité dans les accords empêche les gens d'échanger de l'information. De quelle façon Microsoft peut-elle nous aider à échanger de l'information à plus grande échelle?



	<p>À la suite de la discussion, John Weigelt convient d'examiner les questions suivantes et d'établir un rapport aux membres du CDPISP au cours d'une prochaine réunion ou téléconférence. Il demande aussi quel est le meilleur moyen de maintenir une relation stratégique avec les membres.</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Délivrance de licences – Plus de clarté en ce qui concerne les négociations, la transparence, les contrats de grande et de petite taille, les contrats équitables. b) Soutien unifié. c) Défis liés à la budgétisation (différences de budgets entre les ordres de gouvernements). d) Localisation linguistique. e) Problèmes liés à la bureaucratie entourant les services (aller-retour). f) La façon d'avoir accès aux ingénieurs de Microsoft. <p>Possibilité d'améliorer la communication avec les dirigeants principaux de l'information (DPI) partout au pays et de façon continue (au moyen de la table du CDPISP?).</p>	
3.	<p>Discussion sur l'approvisionnement conjoint avec Services partagés Canada (SPC) (ONGLET 3)</p> <p>Pat Breton, directeur général, Acquisitions et relations avec les fournisseurs, Services partagés Canada (SPC) donne un aperçu du contexte actuel à SPC, de la nature des partenariats FPT en matière d'approvisionnement, de la possibilité de projet-pilote d'une offre à commandes principale et nationale (OCPN) de SPC. Il souligne que le groupe des SMA sur l'approvisionnement se réunit tous les trois à quatre mois. Ses collègues de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) ont lancé un processus de collaboration pour examiner tous les mécanismes d'approvisionnement. Il y a deux ans, Services partagés Canada s'est engagé à rendre les mécanismes accessibles dans trois ans.</p> <p>Pat Breton a déclaré qu'en 2015, un décret a été adopté pour permettre à Services partagés Canada d'offrir ses services à d'autres. L'intention était d'avoir un mécanisme ouvert sans frais supplémentaires liés aux ressources. SPC a travaillé avec SPAC pour trouver des façons d'ouvrir le mécanisme. SPAC a constaté qu'il y avait un certain nombre de questions d'ordre juridique et de compétence et, par conséquent, il a dû conclure un certain nombre de conventions de service cadres. Onze des treize administrations ont signé les conventions.</p> <p>SPAC a mis en œuvre un certain nombre de produits et a constaté que, ce faisant, il apprenait à connaître les incidences sur l'industrie et les administrations. À l'heure actuelle, SPC met à jour son catalogue de bloc-notes. Dans le processus de préparation des documents, nous allons faire appel à l'industrie. Les conséquences imprévues des incidences socioéconomiques sont l'une des choses qui viennent à l'esprit. Cela doit faire partie de l'analyse du marché.</p> <p>SPC prépare un mécanisme en nuage Protégé B destiné aux fournisseurs à grande échelle, et nous construisons les crochets pour l'ouvrir aux provinces et aux territoires. Au cours de la dernière année, toutes nos principales acquisitions</p>	



comportaient des clauses stipulant que les contrats qui peuvent être conclus peuvent faire l'objet de discussions avec le fournisseur. SPC travaille également à la gestion des services d'impression, et nous devons mettre en place un mécanisme d'approvisionnement qui peut être utilisé pour le service d'un océan à l'autre avec différents accords sur les niveaux de service afin de répondre à nos besoins. Nous essayons d'élargir l'accès à nos biens et services à nos collègues fédéraux. SPC essaie d'être opportuniste et convient qu'il y a des synergies à entreprendre ce parcours ensemble.

Commentaires généraux des membres :

- Tracy Wood fait remarquer que SPC cherche toujours à obtenir un meilleur pouvoir d'achat et que l'une des choses qui posent un problème, c'est de trouver le bon moment. L'Île-du-Prince-Édouard se lance dans la gestion des services d'impression gérés et, si SPC fait de même dans un an et demi, il ratera l'occasion. Comment SPC peut-il découvrir le déroulement de la procédure de manière que, si nous prolongeons la période d'un an, nous puissions participer à cet approvisionnement? Quel est le mécanisme de communication?

Pat Breton répond que son approche principale consiste à mettre sur pied des mécanismes à long terme qui peuvent être axés sur la situation. L'objectif de SPC est de présélectionner trois fournisseurs nationaux pour les services d'impression gérés et de faire en sorte que cet accord résiste pendant une période de six ans, puis de présenter ce mécanisme à des responsables ministériels en vue d'activités propres au ministère. Ce mécanisme serait disponible sur une période de six ans afin que vous puissiez présenter vos besoins par rapport au mécanisme. De même, sur nos blocs-notes, qui seront des mécanismes d'une durée de vie de 5 à 6 ans, les catalogues seront affichés, les spécifications seront affichées, et vous pourrez présenter une demande à cet égard. SPC créera un catalogue pour ses propres DPI à l'interne, et là où nous pouvons le rendre plus ouvert, SPC fera de même. Il y aura encore des possibilités de contrats immobilisés. Nous pouvons trouver des façons de cerner les besoins et de trouver des points communs. Pat Breton mentionne que le prochain domaine à aborder est celui des serveurs et du stockage. Il y a un mécanisme qui a résisté au cours des dernières années et il fonctionne très bien.

- Stuart Hendrie fait remarquer que, pour la région de Niagara, la mise à profit des services au niveau municipal a été fantastique. L'une des choses qu'on a constatées en tirant parti du fournisseur de référence provincial, c'est qu'il y a un problème de souplesse.

Pat Breton mentionne que SPC est sur le point de renouveler son accord d'entreprise avec Microsoft. Malheureusement, Microsoft ne veut pas ouvrir ses accords, même aux sociétés d'État ou aux petites organisations. Il y a eu beaucoup de travail lié à Microsoft pour faire en sorte que sa propre famille fédérale soit pleinement intégrée. Cette question a été signalée comme une préoccupation pour Microsoft. Pat Breton mentionne que SPC négocie des licences fermes d'une somme de 400 000 \$. On aurait pu faire preuve de beaucoup de souplesse et on a essayé de trouver un terrain d'entente,



<p>mais ce n'était pas possible. Imraan Bashir dit qu'Alex Benay est au courant de cette question et de l'importance de cette table et qu'il y aura d'autres discussions à ce sujet.</p> <p>Pat Breton parle de communication et cherche des secteurs où combiner la liste d'occurrences de SPC. Il est ouvert à un dialogue sur l'évaluation des besoins pour voir où nous pouvons nous harmoniser au calendrier ou aux efforts. Nous abordons la question du point de vue de l'approvisionnement dans le cadre du forum des sous-ministres adjoints (SMA) sur l'approvisionnement, mais il ne s'agit que d'une composante, alors il est habituellement question de la technologie de l'information (TI) pendant environ une heure dans le cadre d'une séance de deux jours. Par conséquent, s'il y a de la place pour réunir ces deux forums pour une séance spéciale, il serait disposé à travailler avec nous pour trouver des façons de partager le travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Kathryn Bulko mentionne que SPC a présenté un exposé à son groupe. Quels sont les délais pour votre protocole d'entente, et utiliserez-vous le même que SPAC utilise? <p>Pat Breton répond que SPC n'a pas d'échéancier et qu'il espère tirer parti de celui de SPAC. S'il ne peut pas bénéficier de celui de SPAC, on pourrait alors effectuer une modification rapide et facile à l'échéancier pour qu'il corresponde à celui de SPC, mais on préférerait qu'il corresponde à celui du gouvernement du Canada (GC). C'est aux avocats de décider si nous pouvons passer par SPAC ou s'il faut le modifier, mais l'intention est que tout ce que nous faisons pour la TI soit cohérent et fasse partie de l'approvisionnement global.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Kathryn Bulko pose une question au sujet de l'accord non concurrentiel d'IBM. <p>Pat Breton indique que l'accord a eu lieu et qu'il était lié à l'ordinateur central et au logiciel de l'ordinateur central d'IBM. Il n'y avait aucun crochet pour les provinces et les territoires. Il serait utile d'avoir une liste des contrats et de leurs dates de renouvellement afin que, s'il y a une possibilité pendant la période de renouvellement, nous puissions en profiter dans notre planification.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Imraan Bashir a demandé à Kathryn Bulko si le Groupe de travail sur l'approvisionnement en TI avait fait une analyse des besoins de la collectivité, ce qui sera acheté à court terme. C'est quelque chose que nous pourrions communiquer à Pat pour rapprocher ces deux choses. Kathryn Bulko dit qu'elle sera heureuse de communiquer les priorités du Groupe de travail sur l'approvisionnement en TI; ces priorités ont été préparées avant l'approbation du décret, mais nous serions heureux de les communiquer à Pat Breton. SPC n'est pas un participant régulier au Groupe de travail sur l'approvisionnement en TI, mais on peut se pencher sur la question. 	
---	--



- Harry Turnbull s'informe sur le moment où CDPISP pourrait présenter quelque chose qui est facile d'accès en ce qui a trait aux approvisionnements et aux outils et la façon de l'utiliser.

Pat Breton souligne que SPC offre des services à ses DPI fédéraux au moyen d'un portail électronique. On a compris la question de l'accès et des flux après le traitement. SPC a la vitrine. Nous devons simplement comprendre certains aspects comme les imprévus du côté de l'industrie ainsi que les questions juridiques et administratives. C'est ainsi que nous allons faciliter l'accès et donner accès aux DPI. Pour ce qui est des autres éléments comme l'impression et le nuage, il y aura des portails électroniques. Ils se regroupent pour l'inauguration de l'automne 2019. Si vous essayez d'indiquer le moment, tout est harmonisé, y compris notre mécanisme Protégé B et la mise à jour sur les blocs-notes.

- John Brennan demande si SPC met en place un libellé concernant les services appliqués à l'équipement que les provinces ou les organisations peuvent prêter à leurs normes dans les demandes de propositions (DP) qui sont envoyées.

Pat Breton indique que SPC inclue des clauses que les provinces et les territoires peuvent invoquer. SPC n'a pas encore abordé les services dans le cadre de l'accord de collaboration élargi. On reconnaît qu'il y a différentes complications du côté des services dans les administrations. Il faudra voir la façon dont le temps va s'écouler. Pat préférerait que SPAC s'en occupe. SPAC est responsable des services professionnels et des services en général. Cela fait partie du plan de travail pour l'ensemble de l'initiative et de notre initiative en particulier.

- Tracy Woods demande comment SPC traite les services d'abonnement et détermine s'il s'agit d'un bien ou d'un service.

Pat Breton indique que tout cela fait l'objet de discussions. On communique quotidiennement avec SCT et le contrôleur général à ce sujet. Il ne s'agit pas seulement du point de vue de l'approvisionnement, mais aussi de savoir si c'est OPX ou CAPX. SPC n'a pas les réponses et il y travaille au fur et à mesure.

- Harry Turnbull demande si Pat Breton pourrait parler de la liste de service de l'IA. Les journées d'IA sont-elles ouvertes?

Pat Breton indique que SPC a un mandat pour tout, à l'exception des applications. SPC couvre le matériel, l'infrastructure, les appareils des utilisateurs finaux, le réseau, mais les applications et l'IA sont considérées comme une application et relèvent de SPAC, mais on ne sait pas si les crochets étaient là pour les provinces et les territoires.



Imraan Bashir a dit que, selon lui, les clauses seraient présentes. Pour ce qui est de la participation à la Journée de l'IA, elle sera diffusée par l'entremise du Web et les participants pourront communiquer l'information. Il souligne également que tout approvisionnement du SCT, selon Alex Benay, cela inclut tout le monde ici.

- Une question a été posée au sujet des télécommunications. Pat Breton fait remarquer qu'il pourrait y avoir une discussion au fur et à mesure que nous concluons de nouveaux contrats qui relèvent de Services partagés Canada.
- Une question a été posée au sujet des accords commerciaux et des incidences sur l'approvisionnement. Cela a créé beaucoup de coûts indirects pour naviguer dans le processus et on demande si Pat Breton a des conseils. Pat Breton mentionne qu'il a un produit défini (matériel et logiciels de TI) et que SPC a désigné, pour des raisons de sécurité nationale, que ceux-ci soient exemptés des accords commerciaux. Les accords commerciaux comportent plusieurs incidences que tout le monde essaie de comprendre.
- Tracy Woods a posé des questions sur la souveraineté des données et sur la façon dont SPC a perçu le classement – proviendra-t-il moins de SPC et plus du côté des applications?

Imraan Bashir indique que l'on a rédigé un livre blanc sur la souveraineté des données. Il faut gérer ces risques. Il n'y a pas de clauses liées à la souveraineté dans les approvisionnements. Nous ne pouvons pas apporter des mesures d'atténuation au moyen de contrôles.

Pat Breton fait remarquer que, du point de vue de l'approvisionnement, la résidence est plus importante que la souveraineté et que le livre blanc impose aux administrateurs généraux la responsabilité de faire l'évaluation du risque du point de vue de la souveraineté et de déterminer s'ils accepteront ce risque. La souveraineté entre en jeu dans nos réseaux et la façon dont ils sont rétablis, le trafic Internet et le routage.

- Hema Paupiah, représentante du groupe de travail sur le Nuage, a indiqué que Pat Breton avait récemment présenté au groupe une mise à jour sur l'approvisionnement Protégé B. Question: Quelles sont les prochaines étapes de la mobilisation avec les provinces et des consultations dans l'approvisionnement de services d'informatique en nuage Protégé B?

Pat Breton indique que ce processus d'approvisionnement suit une approche en plusieurs étapes pour avoir une liste de soumissionnaires préqualifiés. La semaine dernière, SPC a établi une liste de candidats préqualifiés et on s'est heurté à un problème où certaines instructions d'appel d'offres étaient erronées. On a effectué une deuxième qualification pour corriger ce problème. On espère donc passer à une DP plus tard ce printemps et à un octroi du contrat en juin. Cela vise à veiller à ce que les fournisseurs à grande échelle soient sous contrat certifié Protégé B et que les conditions de haut



niveau soient établies. SPC vise à obtenir une liste de fournisseurs à grande échelle. SPC prendra la liste des candidats préqualifiés et examinera les cas d'utilisation particuliers et les besoins à cet égard. SPC cherche à établir des volets comportant une cible approximative à l'automne 2019.

- Imraan Bashir fait remarquer que le SCT n'aime pas utiliser la terminologie Protégé A et Protégé B; le nuage est le nuage et nous n'utilisons pas la même terminologie autour de cette table. Comment cela va-t-il fonctionner? Comment peut-on utiliser un mécanisme Protégé B alors qu'on n'utilise pas la même terminologie? Y aurait-il un problème juridique?

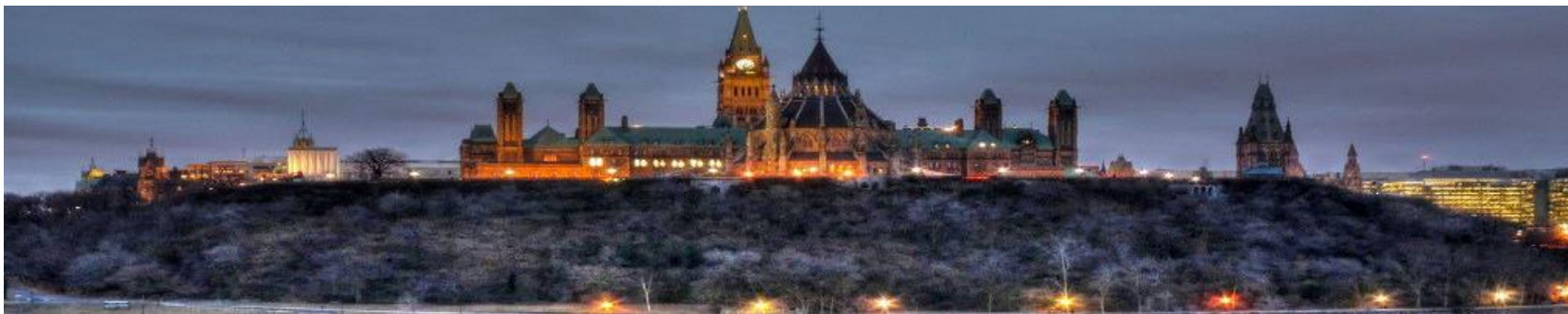
Pat Breton fait remarquer que cela se résumerait aux exigences en matière de sécurité et à la cartographie de ces exigences pour chaque administration et à une évaluation dans chaque administration de l'endroit où le mécanisme est situé.

Imraan Bashir indique que, sur le plan juridique, nous ne pouvons pas utiliser un mécanisme non classifié. Pat Breton souligne que ce n'est pas tant le véhicule ou le service, mais ce à quoi il va servir. C'est ainsi que nous nous restreignons. Le mécanisme est guidé par le cadre de contrôle.

- Peter Watkins déclare que, de plus en plus, les services que nous voulons utiliser sont créés plus rapidement que le temps à notre disposition pour tenir des conversations sur la façon d'organiser ou de créer des instruments d'approvisionnement. Le modèle d'approvisionnement organisationnel nous permet de participer à la société numérique, mais on a l'impression que nous allons toujours prendre du retard et qu'il faudra peut-être changer les objectifs fondamentaux associés à notre utilisation, et la seule raison pour laquelle nous allons dans cette direction est qu'il y a un besoin direct que nous devons satisfaire.

Pat Breton partage les préoccupations de Peter et fait remarquer que c'est un défi auquel SPC est confronté quotidiennement. On cherche des façons de faire évoluer le processus d'approvisionnement. On examine de nouvelles façons d'acheter des produits de cybersécurité. On envisage d'avoir un bassin de fournisseurs qui ont démontré leur légitimité et qui ont une cote de sécurité élevée afin que nous puissions sauter les processus de préqualification et passer au problème et ainsi obtenir une réponse immédiatement. On tente de ne pas s'enfermer dans un contrat avec des catalogues et des offres de fournisseurs et de le maintenir à un niveau supérieur. C'est une priorité et on communique les leçons apprises au cours des réunions des SMA responsables de l'approvisionnement.

- Imraan Bashir parle de Cyber One, qui aura un volet d'innovation où nous pourrions ajouter des éléments, ce qui nous permettra de sauter une bonne partie du travail et de rationaliser le temps. La demande de renseignements a été envoyée à l'automne. La demande a été envoyée à l'Association canadienne de la technologie de l'information hier



	<p>pour tester le cadre et la façon dont elle a été élaborée. La demande devrait être prête au printemps ou au début de l'été. Les membres manifestent de l'intérêt pour en apprendre davantage sur Cyber One.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Harry Turnbull vous demande si cette affirmation est toujours vraie – vous avez la capacité de faire quelque chose que nous ne pouvons pas faire en matière de sécurité nationale, de sorte que lorsque vous accordez une admissibilité, vous avez la capacité d'évoquer la sécurité nationale pour exclure des produits qui peuvent contenir des composantes que nous ne pourrions pas exclure. En achetant des produits par l'entremise des listes de SPC, nous avons la capacité de veiller à ce que nous utilisions des produits sécuritaires. <p>Pat Bretton indique que cette déclaration est toujours exacte. La politique sur la sécurité est très spécifique et elle ne fait pas de liste noire ni de liste blanche. Les décisions sont fondées sur des cas d'utilisation individuels.</p> <p>Imraan Bashir remercie Pat Bretton de sa participation et de sa perspicacité à ce sujet.</p>	
4.	<p>Harmonisation du CDPISP avec les priorités des Conseils mixtes (ONGLET 4)</p> <p>Harry Turnbull indique que ce point est inscrit à l'ordre du jour d'une prochaine réunion. Le CDPISP doit tenir une discussion sur ses priorités actuelles par rapport aux priorités des Conseils mixtes et sur la façon dont elles peuvent ou non s'harmoniser au modèle logique des Conseils mixtes. De plus, on demande aux membres d'examiner les comités, car certains comités ne sont plus actifs et il faut prendre des décisions au sujet de l'élimination graduelle de certains de ces groupes.</p> <p>Imraan Bashir demande si cela fait partie d'une discussion plus vaste sur la possibilité d'avoir deux groupes distincts plutôt qu'une augmentation des interactions ou des discussions entre les deux Conseils mixtes à mesure que le rôle des DPI change.</p>	<p>Mesure de suivi n° 4</p> <p>La discussion sur l'harmonisation du CDPISP avec les priorités des Conseils mixtes et ses groupes de travail sera reportée à une prochaine réunion du CDPISP.</p>
5.	<p>Sous-comité national des DPI sur la protection de l'information (SNDPI) – (ONGLET 5)</p> <p>Mohammad Qureshi, président du Sous-comité national du dirigeant principal de l'information (SNDPI), fait le point sur les travaux du SNDPI :</p> <p>A) Mise à jour de la matrice de cybersécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Peu de changements par rapport à la mise à jour de septembre 2018. 	<p>Mesure de suivi n° 5A</p> <p>Le SNDPI communiquera aux membres du CDPISP le parcours de l'Ontario vers le nuage, y compris l'intégration et l'évaluation des exigences techniques. <i>Compte rendu à une prochaine téléconférence ou réunion.</i></p>



B) Exposés de principes expliquant la façon dont le gouvernement peut encourager les écoles à intégrer l'éducation sur la cybersécurité à leur programme :

- Le SNDPI a élaboré deux exposés de principes sur la façon d'encourager les écoles à inclure la cybersécurité dans leurs programmes, soit de la maternelle à la 9^e année et de la 9^e année avant l'enseignement postsecondaire.
- Parmi les constatations, mentionnons les grandes lacunes dans les écoles primaires et secondaires en matière de cybersécurité; il n'y a aucune cohérence entre les provinces. Les écoles postsecondaires commencent à créer des programmes et des programmes de certificat liés à la formation de ceux qui veulent acquérir des compétences en cybersécurité, mais il n'y a pas encore un programme de quatre ans. Les écoles postsecondaires le font davantage pour attirer des revenus.

C) Collaboration avec le Centre canadien pour la cybersécurité

- Le SNDPI a rencontré des représentants du Centre canadien sur la cybersécurité et a convenu d'accueillir la prochaine réunion du SNDPI à la fin du printemps 2019.
- Un grand nombre de conversations ont porté sur l'établissement de personnes-ressources et sur l'identité des personnes avec qui le Centre canadien pour la cybersécurité devra communiquer pour échanger de l'information. Le SNDPI a fourni le nom des personnes-ressources au CSC.
- Par le passé, le CSC fournissait de l'information aux organisations qui pourraient être touchées, mais qui ne faisaient pas partie des provinces. Le côté provincial pourrait offrir beaucoup de valeur.
- Le SNDPI tente de mettre au point une structure qui permettrait au centre fédéral pour la cybersécurité de transmettre l'information aux provinces et aux entités à l'intérieur des provinces. On cherche à établir cette liste de personnes-ressources pour assurer la circulation fluide de l'information.

D) Discussion sur l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement

- Le gouvernement fédéral a des politiques de sécurité nationale en matière d'approvisionnement qu'il peut intégrer aux marchés publics, mais les provinces ne peuvent tirer parti des mêmes clauses.
- Il y a plusieurs conversations au sujet de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement entourant le processus d'approvisionnement dans les provinces. Pouvons-nous tirer parti de certaines des évaluations que le gouvernement fédéral utilise déjà et former des analystes dans les provinces pour mettre en œuvre les pratiques?
- Les conversations se poursuivent sur l'éducation et la cybersécurité. Beaucoup de travail a été consacré à l'élaboration de documents éducatifs, mais comment peut-on les diffuser plus largement?

Mesure de suivi n° 5B

Le SNDPI conseillera les membres sur la façon dont ils peuvent échanger l'information sur les élections avec l'ASIM et l'ensemble des provinces et des territoires. *Compte rendu à une prochaine téléconférence ou réunion.*



- Il y a des conversations concernant la sécurité de l'informatique en nuage. Certaines provinces sont plus avancées dans ce cheminement et certaines se limitent à la planification des services d'informatique en nuage organisationnel.
- Le SNDPI organisera une réunion du Groupe de travail pour discuter de la façon dont les règles de sécurité peuvent être intégrées aux plateformes d'informatique en nuage.
- Le SNDPI mobilise le Sous-comité de la protection des renseignements personnels des Conseils mixtes et le Groupe de travail sur l'identité numérique afin d'éviter le dédoublement du travail et de tirer parti des efforts.
- Le SNDPI continue de travailler à l'acquisition de services communs.

Commentaires généraux des membres du CCC

- Mark Brisson demande s'il y a eu des discussions sur des plans communs de préparation aux élections concernant l'hameçonnage, les cyberattaques, le refus de demandes, le suivi des élections dans les médias sociaux. Le groupe a-t-il des choses en commun avec les administrations?

Mohammad Qureshi répond que le SNCIP discute de questions communes, particulièrement en ce qui concerne les élections, avec les administrations, par exemple, l'échange d'information avec le gouvernement de l'Ontario sur ce qui a été fait avant leur élection en juin 2018. Le SNDPI discute également des pratiques exemplaires en matière d'élections, de technologie et de cybersécurité et de la façon dont nous échangeons cette information.

- Mark Brisson demande comment les lacunes dans les services sont reflétées dans le document. Il n'est pas certain que ce soit clair. Il suggère que le SNDPI examine ces lacunes par rapport aux populations et à la taille du cyberspace. On pourrait envoyer un message différent aux dirigeants. Il faut comparer des pommes avec des pommes dans les administrations.
- Mark Brouillard – Office 365. Alors que les administrations envisagent Office 365 et passent à l'informatique en nuage, existe-t-il des moyens de communiquer les profils de sécurité et les renseignements sur les pratiques exemplaires, les façons de bloquer l'environnement de l'informatique en nuage parce que nous aurons tous des défis à relever dans cet espace.

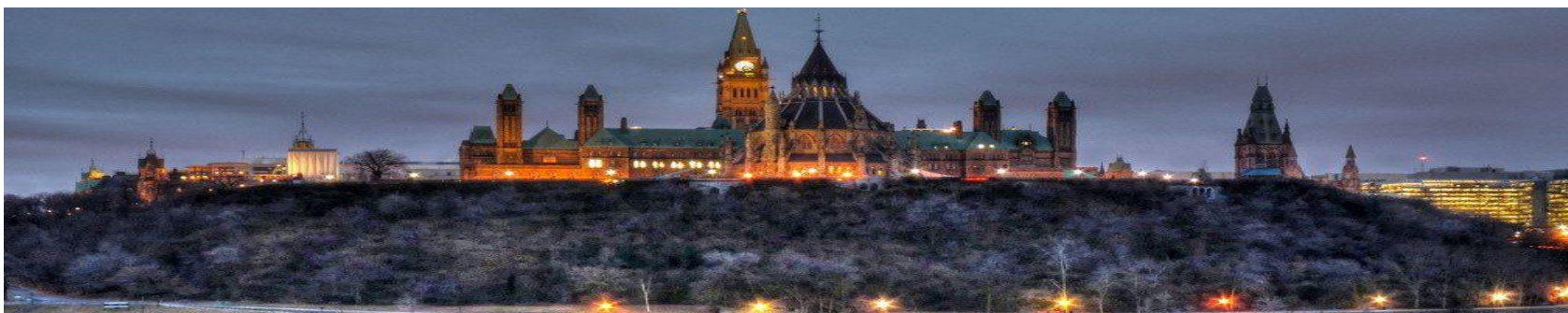
Mohammad Qureshi répond que le SNDPI organise une téléconférence avec l'Ontario pour lui faire part de ses expériences sur le parcours vers le nuage. Nous devons développer notre plateforme numérique pour qu'elle soit souple. Il s'agit d'une approche itérative où nous savons que l'information est sécurisée. Nous communiquerons également certaines des tendances élaborées, les processus d'intégration et les évaluations de la technologie extraite du nuage.



	<ul style="list-style-type: none"> • Harry Turnbull s'intéresse à l'information sur les élections. Comment pouvons-nous transmettre la documentation aux autres membres de l'ASIM? <p>Mohammad Qureshi répond que l'Ontario communique un grand nombre de pratiques avec Élections Ontario et qu'on peut les communiquer avec les municipalités. Il souligne que le SNDPI communiquera aux membres du CDPISP le parcours de l'Ontario vers le nuage, y compris l'intégration et l'évaluation des exigences techniques et il conseillera également les membres sur la façon dont ils peuvent échanger l'information sur les élections avec l'ASIM et l'ensemble des provinces et des territoires.</p>	
6.	<p><u>Tour de table sur l'échange de renseignements (ONGLETS 6A à 6M)</u></p> <p>Les administrations présentent un résumé de leurs principales priorités et activités dans leur administration respective. Les membres peuvent consulter les documents d'échange de renseignements sur les administrations fournis dans le cartable de la réunion à titre d'information.</p> <p><i>Veuillez prendre note qu'en raison de la nature délicate de cette discussion, seules les mesures de suivi découlant du tour de table sur l'échange de renseignements entre les administrations sont incluses dans le compte rendu de décision.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Alberta</u> • <u>Colombie-Britannique</u> • <u>Manitoba</u> • <u>ASIM centrale</u> • <u>ASIM de l'Est</u> • <u>ASIM de l'Ouest</u> • <u>Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada</u> • <u>Nouveau-Brunswick</u> • <u>Ontario</u> • <u>Saskatchewan</u> • <u>Yukon</u> <p><u>Mesures de suivi découlant de la discussion :</u></p>	<p><u>Mesure de suivi n° 6A</u> Alexander Bourque communiquera la Directive sur l'IA et des renseignements sur la Journée de l'IA qui aura lieu le lundi 4 mars 2019 et les liens WebEx.</p> <p><i>(Terminé : Courriel envoyé le 28 février par le Secrétariat de l'ISAC.)</i></p> <p><u>Mesure de suivi n° 5B</u> Les membres du CDPISP doivent discuter davantage du financement et de la collaboration avec les organisations FPTM pour appuyer et faire progresser un projet particulier, une initiative ou une priorité particulière pour le Conseil (c'est-à-dire, la suggestion du Yukon d'une application pour téléphone</p>



<ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour du SCT : L'Île-du-Prince-Édouard demande si la Journée de l'IA du SCT porte sur les normes et la formation du personnel ou sur les projets en cours. <p>Marc Brouillard répond qu'il y a trois pistes – la troisième est l'académie numérique. On tente d'abaisser l'obstacle lié à l'approvisionnement en fournissant la liste des sources et une orientation sur les politiques et la directive et en fournissant de la formation et de l'information sur l'affectation des tâches. Alexander Bourque communiquera la Directive sur l'IA et des renseignements sur la Journée de l'IA qui aura lieu le lundi 4 mars 2019 et les liens WebEx par l'entremise du Secrétariat de l'ISAC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour du Yukon : Sean McLeish parle de la façon différente de penser quant à la stratégie du Conseil. À titre d'exemple, si nous avons un projet d'approvisionnement, nous pourrions tous participer et embaucher un équivalent temps plein pour travailler en notre nom. Nous avons tous des budgets serrés et c'est peut-être quelque chose que nous pourrions faire. Une autre chose serait d'injecter de l'argent pour examiner une application de téléphone intelligent. Nous pourrions peut-être réfléchir à la façon dont nous pourrions y arriver. Ce serait une autre étape à franchir dans notre collaboration. <p>Robert Devries appuie l'idée. Dans l'espace numérique, nous sommes tous aux prises avec le même problème. Nous avons tous des besoins en ce qui concerne les anciennes applications, la modernisation de notre stratégie de plateforme, la création d'une identité numérique commune qui, à la base, a besoin d'un ensemble commun de caractéristiques et de principes concernant l'utilisation des données et des éléments comme une application pour téléphone intelligent.</p> <p>Peter Watkins appuie l'idée sur les façons de collaborer. Il souligne l'approche différente pour l'équipe d'OrgBook en Colombie-Britannique, en Ontario et au gouvernement fédéral. Trois équipes ont travaillé simultanément à l'ouverture sur Internet et en moins d'un an, elles ont construit et expédié un produit numérique pour les dossiers d'enregistrement des sociétés. Initiative à la vitesse de l'éclair. Dans ces initiatives, il était plus facile pour un intervenant donné de décider d'ajouter une personne à l'équipe que de se présenter à un comité pour obtenir de l'argent. L'équipe crée une motivation plus puissante lorsqu'elle est mise sur pied pour accomplir quelque chose et chaque personne est un membre à temps plein de l'équipe. Nous pourrions tirer beaucoup de valeur d'une meilleure mise à l'échelle de ce modèle.</p> <p><i>Remarque de l'ISAC : Bien qu'il n'y ait aucune mesure précise liée à la suggestion du Yukon (ci-dessus), le CDPISP aurait avantage à tenir une discussion plus approfondie sur la collaboration et l'utilisation du financement du CDPISP pour appuyer et faire progresser un projet particulier (p. ex., application pour téléphone intelligent, etc.).</i></p>	<p>intelligent ou autres initiative ou priorité à déterminer).</p>
---	--



7.	<p>Autres affaires :</p> <p>A) Appel pour nommer un coprésident PTM du CDPISP (à compter de juin 2019) (ONGLET 7A)</p> <p>Mark Brisson propose Tracy Wood au poste de coprésidente PTM du CDPISP.</p> <p>B) Mesures de suivi du CDPISP des réunions précédentes (ONGLET 7A)</p> <p>À titre d'information seulement.</p> <p>C) Points à l'ordre du jour à reporter du CDPISP (TAB 7C)</p> <p>À titre d'information seulement.</p> <p>D) Rapports de mise à jour des sous-comités et des groupes de travail du CDPISP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Groupe de travail sur les politiques relatives aux TIC (mise à jour à la téléconférence du 16 avril 2019) • Groupe de travail sur l'informatique en nuage (mise à jour à la téléconférence du 16 avril 2019) • Groupe de travail sur les approvisionnements en TI (ONGLET 7D) • Sous-comité de la gestion de l'information (groupe inactif – pour plus de discussion avec les membres) <p>À titre d'information seulement.</p> <p>E) FORMULAIRE D'ÉVALUATION DU CDPISP – (ONGLET 8)</p> <p>On demande aux membres de remplir le formulaire d'évaluation.</p> <p>Harry Turnbull déclare que la séance de Microsoft était une expérience et que, si les membres aiment l'idée d'inviter d'autres personnes comme Amazon ou Google, veuillez l'inclure dans la section des commentaires du formulaire d'évaluation ou si vous avez d'autres idées sur des sujets futurs, veuillez les inclure également.</p>	<p><u>Mesure de suivi n° 7</u></p> <p>Le Secrétariat de l'ISAC fera un suivi auprès de Tracy Wood pour déterminer son intérêt à titre de coprésidente PTM du CDPISP.</p>



	<p>Commentaire du membre : Si nous invitons d'autres personnes, nous devrions leur fournir les questions qui leur seront posées à l'avance et leur demander comment nous pouvons travailler avec elles.</p> <p>F) Prochaine réunion en personne du CDPISP : le 26 septembre 2019, Winnipeg, MB</p> <p>G) Téléconférences du CDPISP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le mardi 16 avril 2019 • Le lundi 10 juin 2019 • Le jeudi 8 août 2019 	
	La séance est levée à 15 h 35, HNE	